



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JANVIER 2019

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	04
Séance du jeudi et vendredi 20 et 21 septembre 2018	05
Séance du mercredi et jeudi 28 et 29 novembre 2018	07
Séance du mercredi et jeudi 19 et 20 décembre 2018	09
<i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i>	37

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JANVIER – 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 20 ET 21 SEPTEMBRE 2018

N° 18-349-1 - PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 1ER ET 2 MARS 2018 05

SEANCE DU MERCREDI ET JEUDI 28 ET 29 NOVEMBRE 2018

N° 18-488-1 - PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA MISE EN OEUVRE DU PROJET DE COOPÉRATION RÉGIONALE ECHANGES LINGUISTIQUES ET APPRENTISSAGES NOVATEURS PAR LA MOBILITÉ (ELAN) - CONTRIBUTION FINANCIÈRE 07

SEANCE DU MERCREDI ET JEUDI 19 ET 20 DÉCEMBRE 2018

N° 18-544-1 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ACSION SERVICES POUR L'ACTION «RELAIS SOCIAUX DE PROXIMITÉ » AU TITRE DE L'ANNÉE 2018 09

N° 18-545-1 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MADIN'JEUNES AMBITION POUR LA CAMPAGNE 2018 «LA CARAVANE DE LA NON-VIOLENCE» 11

N° 18-547-1 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DU GROUPEMENT DE COOPÉRATION SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE (GCSMS) - SERVICE INTÈGRE DE L'ACCUEIL ET DE L'ORIENTATION (SIAO) POUR LE RENOUELEMENT DU PROJET «ACCOMPAGNEMENT VERS ET DANS LE LOGEMENT» AU TITRE DE L'ANNÉE 2018 13

N° 18-548-1 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DE LOCATAIRES DE CANAL ALARIC POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2018 15

N° 18-554-1 - PORTANT AUTORISATION D'ADHÉSION À L'ASSOCIATION DES VILLES ET COLLECTIVITÉS POUR LES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET L'AUDIOVISUEL (AVICCA) 17

N° 18-561-1 - PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE FRACTION DE LA SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DE SAINT-PIERRE POUR L'OPÉRATION «TOITURE DU STADE GABRIEL SUVELOR » À L'OPÉRATION «ÉTUDE POUR AIRE DE VALORISATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (AVAP)» 19

N° 18-562-1 - PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DE DUCOS D'AIDE DU CONSEIL RÉGIONAL AUX COMMUNES (ACRE) 2011 POUR L'OPÉRATION «ACQUISITION DE LA PARCELLE AC N°573 DE 4848 M²» À L'OPÉRATION «TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES DIVERSES SUITE ALÉAS NATURELS DES 6 ET 7 NOVEMBRE 2015» 21

N° 18-563-1 - PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DES ANSES D'ARLET D'AIDE DU CONSEIL RÉGIONAL AUX COMMUNES ACRC 2014 POUR L'OPÉRATION «AMÉNAGEMENT URBAIN DE SITES TOURISTIQUES: GESTION COMMUNALE DU STATIONNEMENT» À L'OPÉRATION «TRAVAUX DU CIMETIÈRE RÉALISATION D'UN COLUMBARIUM (AIDE COMPLÉMENTAIRE)» 23

N° 18-564-1 - PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DU MARIGOT AU TITRE DU CONTRAT DE PROGRÈS À DEUX AUTRES OPÉRATIONS: «RÉNOVATION DE L'ÉGLISE POUR LA 2ÈME TRANCHE» ET «AMÉNAGEMENT DE LA BAIE DE FONDS D'OR» 25

N° 18-565-1 - PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1529-14 POUR L'OPÉRATION «CONSTRUCTION D'UNE STRUCTURE DE GARDE - AIDE COMPLÉMENTAIRE» DE LA VILLE DU LORRAIN - ACTC 2014 27

N° 18-567-1 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MADAME POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2017-2018 29

N° 18-567-2 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2017-2018 31

N° 18-567-3 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2017-2018 DE SA FILLE 33

N° 18-567-4 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2017-2018 35

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 2019 - PAM - 01 - PORTANT DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CONSEIL TERRITORIAL DE SANTÉ DE LA MARTINIQUE 38

ARRÊTÉ N° 2019 - PAM - 02 - PORTANT RENOUELEMENT DE LA DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE (CREA) 40



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180920-18-349-1-DE
Date de télétransmission : 18/03/2019
Date de réception préfecture : 19/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 19 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-349-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 1^{ER} ET 2 MARS 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt septembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA (procuration à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 1^{er} et 2 mars 2018, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 septembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-488-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2019
Date de réception préfecture : 29/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-488-1

PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE COOPÉRATION RÉGIONALE ECHANGES LINGUISTIQUES ET APPRENTISSAGES NOVATEURS PAR LA MOBILITÉ (ELAN) CONTRIBUTION FINANCIÈRE

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Madame Sylvia SAITHSOOTHANE, conseillère exécutive en charge de l'éducation, des collèges et des lycées ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 22 novembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique, à la mise en œuvre du projet de coopération régionale, intitulé Échanges Linguistiques et Apprentissages Novateurs par la mobilité (ELAN).

ARTICLE 2 : La participation financière de la Collectivité est fixée à la somme de trois cents mille euros (300 000 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Cette somme sera versée au Groupement d'Intérêt Public - Formation Continue Insertion Professionnelle (GIP-FCIP) de l'Académie de Martinique, sur appel de fonds du chef de file.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour prendre toutes dispositions et signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-544-1-DE
Date de télétransmission : 01/03/2019
Date de réception préfecture : 01/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 1 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-544-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ACSION SERVICES POUR L'ACTION « RELAIS SOCIAUX DE PROXIMITÉ » AU TITRE DE L'ANNÉE 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission logement et habitat et la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 18 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €) à l'association ACSION SERVICES, pour la reconduite de l'action « Relais sociaux de proximité » au titre de l'année 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention seront organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'association ACSION SERVICES.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-545-1-DE
Date de télétransmission : 01/03/2019
Date de réception préfecture : 01/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 1 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-545-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MADIN'JEUNES AMBITION POUR LA CAMPAGNE 2018 « LA CARAVANE DE LA NON-VIOLENCE »

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention P.M.I. – A.S.E. le 17 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €) à l'association MADIN'JEUNES AMBITION pour la campagne «La Caravane de la Non-Violence» au titre de l'année 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention seront organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'association MADIN'JEUNES AMBITION.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-547-1-DE
Date de télétransmission : 01/03/2019
Date de réception préfecture : 01/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 1 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-547-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DU GROUPEMENT DE COOPÉRATION SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE (GCSMS) - SERVICE INTÈGRE DE L'ACCUEIL ET DE L'ORIENTATION (SIAO) POUR LE RENOUVELLEMENT DU PROJET « ACCOMPAGNEMENT VERS ET DANS LE LOGEMENT » AU TITRE DE L'ANNEE 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission logement et habitat et la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 18 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de vingt mille euros (20 000 €) au Groupement de Coopération Sociale et Médico-sociale (GCSMS) – Service Intègre de l'Accueil et de l'Orientation (SIAO), pour la continuité de ses activités dans le cadre du projet « accompagnement vers et dans le logement », au titre de l'année 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le G.C.S.M.S – S.I.A.O.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-548-1-DE
Date de télétransmission : 01/03/2019
Date de réception préfecture : 01/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **1 MARS 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-548-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DE LOCATAIRES DE CANAL ALARIC POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) à l'association de Locataires de Canal Alaric (ALCA), pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association de Locataires de Canal Alaric.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-554-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2019
Date de réception préfecture : 09/04/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 09 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-554-1

PORTANT AUTORISATION D'ADHÉSION À L'ASSOCIATION DES VILLES ET COLLECTIVITÉS POUR LES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET L'AUDIOVISUEL (AVICCA)

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée l'adhésion de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications Électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) moyennant une cotisation annuelle d'un montant de 7 025 € (non soumise à TVA).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-561-1-DE
Date de télétransmission : 18/03/2019
Date de réception préfecture : 19/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **19 MARS 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-561-1

PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE FRACTION DE LA SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DE SAINT-PIERRE POUR L'OPÉRATION « TOITURE DU STADE GABRIEL SUVELOR » À L'OPÉRATION « ÉTUDE POUR AIRE DE VALORISATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (AVAP) »

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°13-1561-27 du 23 juillet 2013 portant octroi d'une subvention à la Ville de Saint-Pierre au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2012) ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-1788-10 du 27 novembre 2014 portant octroi d'une subvention à la Ville de Saint-Pierre au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2013) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-84-1 du 3 avril 2018 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2018 ;

Vu la demande de la Ville de Saint-Pierre ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 11 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Ville de Saint-Pierre une subvention d'un montant de quarante mille cinq cent euros (40 500,00 €) pour l'opération Étude pour l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)».

Cette somme correspond à une réaffectation de 20,36 % de la subvention de 198 836,00 € attribuée à la Ville de Saint-Pierre pour « les travaux de réfection de la toiture du stade Gabriel Suvelor » au titre des programmes ACRC 2012 et 2013.

ARTICLE 2 : La dépense est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-562-1-DE
Date de télétransmission : 18/03/2019
Date de réception préfecture : 19/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 19 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-562-1

PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DE DUCOS D'AIDE DU CONSEIL RÉGIONAL AUX COMMUNES (ACRC) 2011 POUR L'OPÉRATION « ACQUISITION DE LA PARCELLE AC N°573 DE 4848 M2 » À L'OPÉRATION « TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES DIVERSES SUITE ALÉAS NATURELS DES 6 ET 7 NOVEMBRE 2015 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 12-1835-7 du 17 décembre 2012 portant octroi d'une subvention à la Ville de Ducos au titre de l'aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2011) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-84-1 du 3 avril 2018 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Ville de Ducos une subvention d'un montant de deux cent quinze mille euros (215 000,00 €) pour l'opération «Travaux d'infrastructures diverses suite aléas naturels des 6 et 7 novembre 2015 ».

Cette somme correspond à une réaffectation de la subvention de 215 000,00 € attribuée à la Ville de Ducos pour l'«Acquisition de la parcelle AC n°573 de 4848m2 » au titre des programmes ACRC 2011.

ARTICLE 2 : La dépense est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-563-1-DE
Date de télétransmission : 19/03/2019
Date de réception préfecture : 19/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 19 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-563-1

PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DES ANSES D'ARLET D'AIDE DU CONSEIL RÉGIONAL AUX COMMUNES ACRC 2014 POUR L'OPÉRATION « AMÉNAGEMENT URBAIN DE SITES TOURISTIQUES : GESTION COMMUNALE DU STATIONNEMENT » À L'OPÉRATION « TRAVAUX DU CIMETIÈRE RÉALISATION D'UN COLUMBARIUM (AIDE COMPLÉMENTAIRE) »

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-1529-2 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une subvention à la Ville des Anses d'Arlets au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC) programme 2014 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de

Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-84-1 du 3 avril 2018 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2018 ;

Vu la demande de la Ville de Saint-Pierre ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 11 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Ville des Anses d'Arlet une subvention d'un montant soixante mille deux cent quatre-vingt quatorze euros quatre-vingt dix-huit centimes (60 294,98 €) pour l'opération «Travaux du cimetière : réalisation d'un columbarium» (aide complémentaire).

Cette somme correspond à une réaffectation de 28,82 % de la subvention de 209 183,41 € attribuée à la Ville des Anses d'Arlet pour l'opération « aménagement urbain de sites touristiques : gestion communale du stationnement ».

ARTICLE 2 : La dépense est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-564-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2019
Date de réception préfecture : 29/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 29 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-564-1

PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DU MARIGOT AU TITRE DU CONTRAT DE PROGRÈS À DEUX AUTRES OPÉRATIONS : « RÉNOVATION DE L'ÉGLISE POUR LA 2^{ÈME} TRANCHE » ET « AMÉNAGEMENT DE LA BAIE DE FONDS D'OR »

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-131-1 du 03 février 2015 portant octroi de subventions à la Ville du Marigot dans le cadre du contrat de progrès ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu la demande de la Ville du Marigot le 24 août 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est décidée, la réaffectation de la somme de six cent seize mille euros (616 000,00 €) représentant 100% de la subvention d'aide complémentaire attribuée à la Ville du Marigot au titre du Contrat de Progrès en 2015 pour l'opération « Travaux de réhabilitation de l'hôtel de ville et ses annexes ».

ARTICLE 2 : La réaffectation mentionnée à l'article 1 s'effectue sur les opérations suivantes :

- Rénovation de l'église « 2^{ème} tranche » pour un montant de trois cent mille euros (300 000,00 €)
- Aménagement de la Baie de Fonds d'Or pour un montant de trois cent seize mille euros (316 000,00).

ARTICLE 3 : La dépense est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif les mesures d'ajustement relatives à la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-565-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2019
Date de réception préfecture : 09/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 09 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-565-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1529-14 POUR L'OPÉRATION "CONSTRUCTION D'UNE STRUCTURE DE GARDE - AIDE COMPLÉMENTAIRE " DE LA VILLE DU LORRAIN – ACTC 2014

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-1529-14 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une subvention à la Ville du Lorrain au titre de l'Aide du Conseil Régional aux communes - programme 2014 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 11 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-1529-14 du 24 septembre 2015, est modifié comme suit :

« Une subvention d'un montant de quatre cent quarante sept mille six cent cinquante et un euros dix-huit centimes (447 651,18 €), répartie comme suit, est accordée à la Commune du Lorrain au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- La reconstruction de l'école Léon Cécile de Carabin.....246 000,00 € ;
- La reconstruction d'une structure de garde (aide complémentaire).....119 400,00 € ;
- L'étude d'aménagement urbain requalification urbaine82 251,18 €.

ARTICLE 2 : Les autres articles de la délibération n°15-1529-14 du 24 septembre 2015 demeurent inchangés.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018./

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-567-1-DE
Date de télétransmission : 19/03/2019
Date de réception préfecture : 20/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **20 MARS 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-567-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MADAME POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2017-2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 11 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à Madame une subvention d'un montant de six mille euros (6 000 €) pour la réalisation de sa saison sportive 2017-2018 d'athlétisme.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-567-2-DE
Date de télétransmission : 19/03/2019
Date de réception préfecture : 20/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 20 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-567-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA REALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2017-2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à Monsieur une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) pour la réalisation de sa saison sportive 2017-2018 de savate boxe française.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-567-3-DE
Date de télétransmission : 19/03/2019
Date de réception préfecture : 20/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 20 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-567-3

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2017-2018 DE SA FILLE

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 11 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à Monsieur une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) pour la réalisation de la saison sportive 2017-2018 de tennis de sa fille .

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-567-4-DE
Date de télétransmission : 29/03/2019
Date de réception préfecture : 29/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-567-4

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2017-2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à Monsieur une subvention d'un montant de huit mille euros (8 000 €) pour la réalisation de sa saison sportive 2017-2018 de tennis.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190110-2019-PAM-01-AI
Date de télétransmission : 10/01/2019
Date de réception préfecture : 10/01/2019
République Française

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JAN. 2019

ARRETE N° 2019-PAM- 01 du 10 JAN. 2019

Portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du
Conseil Territorial de Santé de la Martinique

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, notamment l'article L.1434-11 de la section 3 de son article 158 ;

Vu l'ordonnance n°2017-1179 du 19 juillet 2017 portant extension et adaptation outre-mer de dispositions de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n°2016-1024 du 26 juillet 2016 relatif aux territoires de démocratie sanitaire aux zones des schémas régionaux de santé et aux conseils territoriaux de santé ;

Vu l'arrêté du 3 août 2016 relatif à la composition du conseil territorial de santé ;

Vu la décision de l'Agence Régionale de Santé Martinique n°ARS 2018-17 du 23 avril 2018 portant installation du conseil territorial de santé de la Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique du 18 décembre 2015, procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil Territorial de Santé de la Martinique, les conseillers à l'Assemblée de Martinique suivants :

En qualité de titulaires :

Monsieur Claude LISE

Madame Louise TELLE

En qualité de suppléants :

Madame Stéphanie NORCA

Madame Jenny DULYS-PETIT.

Article 2: Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JAN. 2019

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190110-2019-PAM-02-DE
Date de télétransmission : 10/01/2019
Date de réception en préfecture : 10/01/2019
République Française

ARRETE N° 2019-PAM-02 du 10 JAN. 2019

Portant renouvellement de la désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Comité Régional de l'Enseignement Agricole (CREA)

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code rural, notamment son article L814-5 ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.214-13 et D.214-7 ;
Vu la circulaire DGER/SDEPC/C2007-2007 du 20 mars 2007 portant fonctionnement des Comités régionaux d'enseignement agricole (CREA) ;
Vu le décret n°2011-1462 du 7 novembre 2011 et le décret n°2013-703 du 1er août 2013 modifiant la composition des CREA ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique du 18 décembre 2015, procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-24 du 19 janvier 2016 portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Comité Régional de l'Enseignement Agricole (CREA) ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;
Considérant la demande de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Martinique (DAAF) en date du 10 décembre 2018, de renouvellement des membres siégeant au sein du CREA ;

ARRETE

Article 1 : Est renouvelée la désignation des conseillers ci-après mentionnés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Comité Régional de l'Enseignement Agricole (CREA) :

En qualité de titulaires :

Madame Nadine RENARD
Monsieur Gilbert COUTURIER

En qualité de suppléants :

Monsieur Lucien ADENET
Madame Kora BERNABE.

Article 2: Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

